RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

OFPRA
OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES

Division de l'information, de la documentation et des recherches – DIDR

21 septembre 2026

Rwanda : Le Centre hospitalier (universitaire) de Kigali (CHK ou CHUK) en 1994

L'organisation, le fonctionnement du CHK/CHUK et les éventuels incidents survenus au sein de cet établissement avant et pendant le génocide de 1994

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur les pays d'origine, ne prétend pas faire le traitement exhaustif des problématiques qu'il aborde.
Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.
La reproduction ou la diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Le CHK ou CHUK 3
1.1. Localisation 3
1.2. Organisation et personnel 3
2. Chronologie entre janvier et juillet 1994 4
Bibliographie 6

Résumé : L'ensemble des sources publiques d'informations ne fournit pas d'indications sur l'organisation et le fonctionnement précis du Centre hospitalier (universitaire) de Kigali (CHK ou CHUK) cependant un article scientifique publié en 1996 et le rapport de la Commission nationale de lutte contre le génocide (CNLG) de 2021 citent des noms de membres du personnel et de services de l'hôpital. Le CHK, sigle le plus fréquemment utilisé, a été rapidement le théâtre de razzia pendant le génocide, ce qui a contraint les ONG Médecins sans frontières (MSF) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à monter un hôpital de campagne.

Abstract: Public sources of information do not provide any details regarding the precise organisation and operation of the Kigali (University) Hospital (CHK or CHUK); however, a scientific article published in 1996 and the 2021 report by the National Commission for the Fight against Genocide (CNLG) mention the names of hospital staff members and departments. The CHK, the most commonly used acronym, quickly became the scene of raids during the genocide, forcing the NGOs Médecins Sans Frontières and the International Committee of the Red Cross (ICRC) to set up a field hospital.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Le CHK ou CHUK

1.1. Localisation

Le CHK se trouvait dans le quartier Kiyovu[1] (centre-ville de la capitale) non loin du camp militaire baptisé Kigali[2].

1.2. Organisation et personnel

Les dénominations Centre hospitalier de Kigali (CHK) et Centre hospitalier universitaire de Kigali (CHUK) désignaient le même établissement en 1994 cependant le sigle CHK est le plus fréquemment utilisé par les sources publiques d'informations consultées.

En avril et mai 1994[3], le CHK était dirigé par le docteur Faustin Kanyangabo selon plusieurs sources publiques d'informations concordantes[4]. Aucune source ne mentionne le nom d'une autre personne à la tête du CHK pour la période précédant le génocide.

L'ensemble des sources publiques d'informations ne fournit pas d'indications sur l'organisation ou le fonctionnement du CHK antérieurement au génocide.

Un article publié en 1996 à propos d'une étude scientifique réalisée entre juillet 1992 et août 1993 au CHK de Kigali citent les noms de membres du personnel soignant, voire des services où ils travaillaient :

- Les docteurs Jean Batungwanayo, Abel Kaganie, Faustin Kanyangabo, Martin Ngabonziza, Henry Taelman[5].
- Augustin Cyaniana, Mathieu Mudaheranwa, Camille Munyanpbe, Benoît Ntezayabo, Marie Nyiraziraje, Cyridion Ukulikiyinifura et Charles Ziliniwagabo travaillaient au service gynécologie et obstétrique de l'hôpital[6].
- Joseph Uogaerts travaillait au service de microbiologie[7].
- Anatholie Bazubagira, Deo-Gratias Hitimana, Eninianuel Murayire, François Nsenguniuremyi, Chantal Nyandwi et Christian Van Goethem étaient en poste au service de pédiatrie[8].

Aucun élément ne permet de préciser si ces employés étaient toujours en poste en 1994 excepté pour Faustin Kanyangabo, directeur de l'établissement en 1994.

Le CHK disposait également d'une salle de radiographie qui a été bombardée en avril 1994[9].

En 2021, la Commission nationale de lutte contre le génocide (CNLG) a cité les noms de plusieurs soignants en poste au CHK en 1994 qui étaient accusés d'être impliqués dans le génocide :

Les docteurs Benoit Nteziryayo, Theoneste Habyarimana, Augustin Cyimana, Ernest Muvunandinda, Laurent Ruboneza et Buvenge Gérard. Elle mentionne également de plusieurs infirmières : Stéphanie Ndayambaje, Marie Josée Bananeza, Edith Mukakabera[10], Philomène Mukandamage ou encore Joséphine Mukaruhungo[11].

[1] Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), 17/05/2011, url
[2] Agence France Presse (AFP), 19/05/1994, url
[3] Le génocide rwandais a débuté avec l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana dans la soirée du 06 avril 1994 et n'a cessé qu'au mois début du mois de juillet suivant.
[4] The New Times , 17/04/2024, url ; Commission nationale de lutte contre le génocide (CNLG), 01/2021 url ; The independent, 15/05/1994, url ; Africa News, 22/04/2015, url
[5] LADNER Joël, LEROY Valériane, MSELLATI Philippe, NYIRAZIRAJE Marie, DE CLERCQ André, VAN DE PERRE Philippe, DABIS François, 1996, url
[6] LADNER Joël, LEROY Valériane, MSELLATI Philippe, NYIRAZIRAJE Marie, DE CLERCQ André, VAN DE PERRE Philippe, DABIS François, 1996, url
[7] LADNER Joël, LEROY Valériane, MSELLATI Philippe, NYIRAZIRAJE Marie, DE CLERCQ André, VAN DE PERRE Philippe, DABIS François, 1996, url
[8] LADNER Joël, LEROY Valériane, MSELLATI Philippe, NYIRAZIRAJE Marie, DE CLERCQ André, VAN DE PERRE Philippe, DABIS François, 1996, url
[9] AFP, 27/04/1994, url
[10] Infirmière responsable de la maternité, dans CNLG, 01/2021 url
[11] CNLG, 01/2021, url

2. Chronologie entre janvier et juillet 1994

Fin 1993 : des médecins reçoivent des fusils officiellement pour assurer leur propre sécurité[12]. Des membres du personnel du CHK sont partisans de l'idéologie génocidaire[13].[14]

A une période qui n'est pas précisée, Faustin Kanyangabo accepte la présence de militaires pour assurer la sécurité de l'établissement[15].[16]

En janvier et février 1994, l'organisation de marches par des extrémistes hutu et l'assassinat du leader extrémiste hutu Félicien Gatabazi entraînent un regain de tension à Kigali[17]. Dans le cadre d'un plan d'action d'urgence à mettre en œuvre en cas de surcharge des hôpitaux, les équipes de Médecins sans frontières (MSF) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) entreposent du matériel et des médicaments dans la cour du CHK. Ils installent aussi un centre de tri des blessés (comprenant une tente dédiées aux « pansements » et des tentes dédiées aux observations et au « screening »[18] ainsi qu'un réservoir d'eau de 15 m³)[19].

6 avril 1994 vers 21.00 : des personnes blessées à la tête sont admis au CHK[20].

Selon le témoignage d'une infirmière qui est restée à son poste jusqu'au 15 avril, des soldats et des *Interahamwe* viennent les jeudis matin au CHK au volant de camion remplis de corps d'hommes, de femmes, d'enfants voire de bébés et les déposent bien en vue au CHK[21]. Des militaires et des miliciens investissent le CHK. Ils contrôlent les cartes nationales d'identité aux adultes pour capturer les Tutsi et devinent l'origine ethnique des enfants en regardant leur visage. Les Hutu sont emmenés ensuite de force (malades, accompagnants ou personnel soignant) [22].

9 avril : une partie de l'équipe de MSF[23], qui était déjà présente à Kigali, se rend au CHK pour soigner des blessés[24].

10 avril : l'équipe de MSF revient au CHK et constate qu'une partie des blessés soignés la veille a été massacrée [25]

13 avril : Jean-Hervé Bradol, responsable des programmes de MSF dans la région des Grands Lacs, atterrit à Kigali, à la tête d'une mission chirurgicale qui doit prendre ses quartiers au CHK.

14 avril : l'installation de la mission MSF se révèle impossible car le CHK est le théâtre de razzia de Tutsi par des miliciens de jour comme de nuit et les corps de Tutsi exécutés s'entassent dans la morgue (environ mille dépouilles peu avant leur arrivée, près de 400 au moment de leur visite[26])[27]. MSF, sous la coordination du CICR, monte alors un hôpital de campagne au Centre des sœurs salésiennes de Don Bosco, avenue de Kyovu (quartier éponyme, Kigali). Le lieu de l'installation s'explique notamment par l'absence de coupures durables d'eau, d'électricité et de téléphone dans le quartier[28].

17 avril : de nombreux Tutsi sont tués au CHK dont des malades, des personnes qui les veillaient mais également des personnes qui s'y étaient réfugiées. Des membres du personnel soignant d'origine tutsi sont accusés d'être des complices du mouvement de rébellion Front patriotique rwandais (FPR) et sont également assassinés[29].

[12] CNLG, 01/2021 url
[13] CNLG, 01/2021 url
[14] Ces informations, qui proviennent de la CNLG, n'ont été ni confirmées ni infirmées par d'autres sources.
[15] CNLG, 01/2021 url
[16] Ces informations, qui proviennent de la CNLG, n'ont été ni confirmées ni infirmées par d'autres sources.
[17] CNLG, 01/2021, url
[18] Ce qui être défini comme un service dédié au tri des blessés en cas de crise.
[19] BINET Laurence, 2024, url ; MELVERN Linda, 2010, url
[20] African Rights, 01/08/1995.
[21] African Rights, 01/08/1995.
[22] African Rights, 01/08/1995.
[23] L'équipe au complet comptait une cinquantaine d'expatriés
[24] République française (Mission d'information sur le Rwanda de l'Assemblée nationale), 02/06/1998, url
[25] République française (Mission d'information sur le Rwanda de l'Assemblée nationale), 02/06/1998, url
[26] BINET Laurence, 2024, url
[27] Le Monde, 07/04/2014, url
[28] BINET Laurence, 2024, url
[29]CNLG, 01/2021 url

27 avril : alors que des bombardements et des tirs d'artillerie frappent la capitale, une roquette tombe sur la salle de radiographie du CHK sans faire de blessés[30]

12 mai : le CHK accueille environ 1200 blessés, majoritairement des militaires[31].

19 mai **:** Le FPR bombarde le CHK. En représailles, les Forces armées rwandaises (FAR) bombardent le quartier général de l'ONU, situé dans la zone de Kigali contrôlée par le FPR[32]. Le chef de la délégation du CICR fait état d'une trentaine de patients tués. Trois obus sont tombés sur une tente dans la cour du CHK, un second sur le bureau de la direction et un troisième près de la morgue. Le CICR ne peut se rendre sur place du fait de la persistance des tirs. Le CICR fait état de la présence de 3 000 blessés hospitalisés au CHK[33]

Selon Jean Hervé Bradol, des Tutsi ont réchappé à la mort au CHK soit en soudoyant les miliciens soit en bénéficiant de la protection d'autres Rwandais[34].

A une date qui n'a pu être déterminée, le CHK a été abandonné par le personnel soignant du fait des bombardements[35]

Lorsque la guerre a pris fin et que les tueries ont cessé, 14 000 dépouilles ont été exhumées au niveau du CHK et ont été enterrées au cimetière national situé à Rebero (Kigali)[36]

[30] AFP, 27/04/1994, url
[31] AFP, 12/05/1994, url
[32] VIRET Emmanuel, 08/03/2010, url
[33] AFP, 19/05/1994, url
[34] République française (Mission d'information sur le Rwanda de l'Assemblée nationale), 02/06/1998, url
[35] AFP, 06/08/1994, url
[36] Commission pour le mémorial du génocide et des massacres au Rwanda (CMGMR), 02/1996, url

Bibliographie

Sites web consultés en septembre 2026.

Organisation intergouvernementale

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), « The prosecutor of the tribunal v. Augustin Ndindiliyimana, François Xavier Nzuwonemeye, Innocent Sagahutu, Augustin Bizimungu », 17/05/2011.
https://www.refworld.org/jurisprudence/caselaw/ictr/2011/79016

Institutions nationales

Commission nationale de lutte contre le génocide, « Planification et Mise en Œuvre du Génocide perpétré contre les Tutsi au Rwanda », 01/2021.
https://issuu.com/diplomatica/docs/genocide

République française (Mission d'information sur le Rwanda de l'Assemblée nationale, « Audition de M. Jean-Hervé Bradol, Médecin responsable de programme à Médecins Sans Frontières », 02/06/1998.
https://www.assemblee-nationale.fr/dossiers/rwanda/auditi02.asp

Commission pour le mémorial du génocide et des massacres au Rwanda (CMGMR), « Rapport préliminaire d'identification des sites du génocide et des massacres d'avril à juillet 1994 au Rwanda », 02/1996.
https://francegenocidetutsi.org/MemorialGenocideIdentificationSitesGenocideFevrier1996.pdf

Organisation non gouvernementale

BINET Laurence, « Génocide des Rwandais tutsis 1994-Etudes de cas sur les prises de parole publiques de MSF », Médecins sans frontières (MSF), 2024.
https://www.msf.org/sites/default/files/2019-05/MSF%20Speaking%20Out%20Genocide%20des%20Rwandais%20Tutsis%201994_1.pdf*

Think tanks, universités et centres de recherches

VIRET Emmanuel, Chronologie du Rwanda (1867- 1994), 08/03/2010.
https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/chronologie-du-rwanda-1867-1994.html#title11

MELVERN Linda, « La Minuar en péril Février-avril 1994 », 2010.
https://shs.cairn.info/complicites-de-genocide--9782811103637-page-171?lang=fr

LADNER Joël, LEROY Valériane, MSELLATI Philippe, NYIRAZIRAJE Marie, DE CLERCQ André, VAN DE PERRE Philippe, DABIS François, « A cohort study of factors associated with failure to return for HIV post-test counselling in pregnant women: Kigali, Rwanda, 1992-1993, 1996
https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_6/b_fdi_45-46/010007714.pdf

African Rights, « Rwanda, death, despair and defiancerwanda-death,despair and defiance », African rights, Londres, 01/08/1995,1187 pages.

Médias

Africa News, « Rwanda ; 1994, the year hospitals turned into killing grounds », 22/04/2015.
https://signin.lexisnexis.com/lnaccess/app/signin?back=https%3A%2F%2Fadvance.lexis.com%3A443%2Fnexis%2Flaapi%2Fdocument%3Fcollection%3Dnews%26id%3Durn%253AcontentItem%253A5HXX-V9X1-DYR8-333B-00000-00%26context%3D1519360&aci=ndc

Le Monde, « Le génocide au Rwanda raconté par un humanitaire français », 07/04/2014.
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/04/07/le-genocide-rwandais-vecu-par-un-humanitaire-francais_4396815_3212.html?srsltid=AfmBOoqTzB5XR6ZR65Ldo1MlFDt2zLRgDeLkFS8Lwi6fcrPhyyYRZEfH

Agence France Presse, « Montée en puissance de l'aide internationale au Rwanda », 06/08/1994.
https://signin.lexisnexis.com/lnaccess/app/signin?back=https%3A%2F%2Fadvance.lexis.com%3A443%2Fnexis%2Flaapi%2Fdocument%3Fcollection%3Dnews%26id%3Durn%253AcontentItem%253A3TS4-JHX0-0061-B42F-00000-00%26context%3D1519360&aci=ndc

Agence France Presse, « Une trentaine de morts dans le bombardement de l'hôpital de Kigali, selon sa direction », 19/05/1994.
https://advance.lexis.com/api/document?collection=news&id=urn:contentItem:3TS4-JVN0-0061-B2G4-00000-00&context=1519360

The independent, « Rwanda reduced to a ghost land : soldiers on the barricades are killing thier countrymen like flies….but the final assault on Kigali is about to begin », 15/05/1994.
https://advance.lexis.com/api/document?collection=news&id=urn:contentItem:3S7T-C630-008G-C16X-00000-00&context=1519360

Agence France Presse, « Un obus tombe sur Kigali », 12/05/1994.
https://signin.lexisnexis.com/lnaccess/app/signin?back=https%3A%2F%2Fadvance.lexis.com%3A443%2Fnexis%2Flaapi%2Fdocument%3Fcollection%3Dnews%26id%3Durn%253AcontentItem%253A3TS4-JWC0-0061-B45T-00000-00%26context%3D1519360&aci=ndc

Agence France Presse ; « nouveaux bombardements à Kigali », 27/04/1994.
https://signin.lexisnexis.com/lnaccess/app/signin?back=https%3A%2F%2Fadvance.lexis.com%3A443%2Fnexis%2Flaapi%2Fdocument%3Fcollection%3Dnews%26id%3Durn%253AcontentItem%253A3TS4-JY10-0061-B2PX-00000-00%26context%3D1519360&aci=ndc